

Histoire d'une débâcle

Née de l'ambition d'un bou- langer de Perpignan, Jean Bardou, l'entreprise au losange (bientôt transformé en O dans la prononciation populaire, entre ses initiales) a étendu son empire sur le monde occidental des fumeurs dans les années 50.

A Toulouse, JOB, c'était alors, rue Claire-Paulhac (épouse de Jean Bardou), l'imprimerie des étiquettes bleues, l'atelier de confection des cahiers de papiers à cigarettes, et, à l'angle de la rue de la Concorde et du boulevard de Strasbourg, dans le superbe immeuble connu plus tard pour abriter le Club de bridge, les bureaux de la direction (le même ensemble existant à Perpignan, rue Emile-Zola). On transformait au centre ville ce qu'on produisait route de Blagnac.

Dans l'usine des Sept-Deniers, on a fabriqué la pâte à papier à partir des billes de bois jusque dans les années 60. On fabriquait alors du papier d'impression d'écriture, couché (glacé) simple (pour les affiches) ou double face (pour les programmes, les livres).

Le déclin

En 1969, JOB emploie près de 90 personnes aux Sept-Deniers, à peine moins de 200 au centre-ville. La modernisation de l'usine permet de produire aussi du papier filigrané Gestetner. Puis, en 1975, un papier couché plus lourd, plus luxueux, capable de satisfaire le goût anglais.



A l'intérieur de l'usine des Sept-Deniers, quand ils espéraient encore « sauver les 300 emplois ».

Mais en 1978, parce qu'il n'est pas suffisamment générateur de plus-value, on cesse de fabriquer le papier bleu Régie.

En 1981, JOB, mettant des capitaux dans des sociétés Bolloré, réussit l'Office des papiers minces spéciaux : OCB/JOB/Zigzag.

Cinq ans plus tard, les actionnaires ne voulant plus investir, Vincent Bolloré rachète le groupe JOB. Il décide de restructurer en plusieurs unités de productions « autonomes »

La chute

En 1988, la plupart des usines JOB sont intégrées dans le groupe Bolloré. Dès lors, tout se précipite.

L'ensemble immobilier que possédait le groupe en centre-ville est vendu. Seule reste l'usine des Sept-Deniers, qui ne présente plus d'autres garanties aux yeux des banques, et devient JOB-Parilux.

Le nouveau propriétaire vend aussi : l'immeuble des origines, à Perpignan ; un immeuble

XVIII^e dans les beaux quartiers de Paris (boulevard Exelmans), et cède à la Régie la manufacture de tabacs de Furiani.

Cette mise à nu s'accompagnant d'un plan social, entraînant la suppression de 100 emplois à Toulouse.

En 1993, autre plan social, avec 50 départs à la faveur du Fonds national pour l'emploi. Bolloré, avant de se séparer de JOB-Parilux, s'associe pour moitié avec le néerlandais KNP, qui n'accepte d'investir qu'avec

un effectif encore réduit de 80.

Plutôt que d'en arriver là ; les syndicats (la CFDT a fait son apparition) acceptent une diminution des horaires sans compensation.

Pour le franc symbolique

En mars 1995, KNP se retire de l'affaire. Bolloré cède l'entreprise à la société Gecco-France, dont les syndicats pensent qu'« elle a été créée exprès, de toutes pièces ; la société-mère britannique, au capital de moins de 20 F, n'étant, vérification faite, qu'une boîte à lettres ».

Pour 1 F, Gecco-France acquiert : l'usine JOB (y compris les parts que KNP n'a pas payées), et 14 millions de francs de trésorerie.

Gecco-France ayant « des relations avec le papetier allemand Scheufelen », la CGT estime qu'« il s'agit en fait d'une volonté de Bolloré de vendre aux Allemands, sans apparaître ». De juin à octobre, « les fonds de trésorerie disparaissent, le stock s'évapore », rapporte le syndicat.

JOB n'a plus les moyens de vivre. La grève commence en septembre (il y a 286 salariés), et ne s'achèvera vraiment qu'en janvier, après l'achat de l'usine par Scheufelen, par décision judiciaire, ce dernier étant le seul repreneur présenté. L'effectif aujourd'hui, est de 158 personnes.

Mireille HARBURGER